



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 017 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 11 mai 2010

—
Président

M. Dean Allison

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 11 mai 2010

•(1115)

[Traduction]

Le président (M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC)): Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous allons discuter avec le directeur du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Nous en sommes à la séance n° 17.

Je souhaite la bienvenue à M. Christoph Benn, directeur, Relations extérieures et regroupement des partenariats, ainsi qu'à M. Robinson, un visage familier au Parlement. Bienvenue, monsieur. Nous sommes heureux que vous soyez ici tous les deux.

M. Benn, si vous voulez commencer, vous disposez de dix minutes. Pourquoi ne pas commencer par votre présentation? Les problèmes de matériel auront été réglés, espérons-le, d'ici à ce que vous ayez terminé.

Bienvenue, monsieur. La parole est à vous. Allez-y.

M. Christoph Benn (directeur, Relations extérieures et regroupement des partenariats, Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci d'être tous là. Je suis très impressionné et heureux que le Fonds mondial et ce que nous avons à vous dire suscitent un tel intérêt. Merci de l'invitation. Merci aussi à Svend Robinson, qui travaille avec moi au Fonds mondial et qui est connu par bon nombre d'entre vous.

En fait, j'ai déjà témoigné devant ce comité il y a cinq ans, en 2005, avec Richard Feachem, qui était alors notre directeur. Je sais que certains d'entre vous étiez présents à l'époque. Cela me donne une occasion de vous décrire ce qui s'est passé ces dernières années. Je crois que vous serez très impressionnés.

Le Fonds mondial a été créé en 2002, ce qui signifie qu'il avait trois ans lorsque nous sommes venus témoigner en février 2005. Il existe maintenant depuis huit ans. Les progrès réalisés pendant cette période sont vraiment très impressionnants.

En 2005, le Fonds mondial disposait de 6 milliards de dollars provenant des contributions des donateurs. Aujourd'hui, nous disposons de 22 milliards de dollars provenant de donateurs publics et privés. À l'époque, nous avions approuvé des programmes totalisant 2,4 milliards de dollars. Aujourd'hui, nous avons des programmes dans 140 pays totalisant 19,3 milliards de dollars destinés à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le plus important, toutefois, est ce qui a été accompli avec cet argent. Avons-nous été en mesure d'obtenir de véritables résultats qui ont changé la vie de personnes partout dans le monde?

Voici quelques chiffres. En 2005, nous fournissions des traitements antiviraux à 50 000 personnes. Aujourd'hui, il s'agit plutôt de 2,5 millions de personnes partout dans le monde. En 2005, nous avons aidé des pays à distribuer 2,7 millions de moustiquaires

imprégnées d'insecticide pour prévenir le paludisme. Nous avons maintenant distribué 104 millions de moustiquaires. En 2005, nous avons fourni des traitements contre la tuberculose à 250 000 personnes. Ce sont maintenant six millions de personnes qui ont reçu un traitement efficace contre la tuberculose.

Vous pouvez voir comment le soutien financier a permis à des pays de mettre en œuvre des programmes très impressionnants. Selon des estimations prudentes, cinq millions de personnes toujours en vie aujourd'hui seraient autrement mortes de ces maladies, et 3 000 autres personnes viennent s'ajouter à ce total chaque mois.

Prenons ces trois maladies dans leur ensemble et examinons ce que nous avons réalisé par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement. Très brièvement, les progrès concernant le paludisme ont été très impressionnants. Des trois maladies, elle est la plus facile à prévenir et à traiter car, en combinant les moustiquaires et un traitement efficace, il est possible d'abaisser de 50 p. 100 et plus le taux de mortalité parmi les enfants.

C'est exactement ce qui se produit. Dans certains pays d'Afrique— l'Éthiopie, l'Érythrée, le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie— les taux de mortalité dus au paludisme ont baissé de 50 p. 100 et plus. Le programme connaît tellement de succès que, tout comme l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organismes, nous croyons que nous pourrions atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement en ce qui concerne le paludisme, et qu'il serait même possible d'envisager l'élimination cette maladie en tant que problème de santé publique dans de nombreux pays. Ce serait une grande réalisation, bien entendu.

Quant à la tuberculose, elle bat en retraite dans de nombreux pays. Nous croyons que nous sommes en bonne voie d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en ce qui concerne cette maladie.

La plus complexe des trois maladies est le VIH-sida. J'ai dit que 2,5 millions de personnes suivaient un traitement, ce qui représente un immense succès. Il y a dix ans, presque personne en Afrique ne suivait de traitement. Aujourd'hui, 42 p. 100 des Africains atteints du sida bénéficient d'un traitement efficace. Il reste toutefois du travail à accomplir avant d'en arriver à un accès universel et à une plus grande baisse du taux de mortalité dû au sida. Nous devons donc redoubler d'efforts afin d'atteindre ces objectifs.

J'aimerais dire un mot sur la relation entre ces trois maladies et la santé maternelle et infantile, car il s'agit d'un sujet très important. Nous avons applaudi le gouvernement canadien, qui en a fait un thème prioritaire du prochain sommet du G8 qui aura lieu ici, au Canada. Mais nous souhaitons qu'il soit clair que 51 p. 100 des Africaines continuent de mourir du sida, de tuberculose et du paludisme. Elles meurent aussi de causes directement liées à l'accouchement. Les maladies jouent toutefois le plus grand rôle, et c'est pourquoi nous avons, directement ou indirectement, une grande incidence sur le taux de mortalité maternelle.

Nous appuyons aussi des programmes de distribution de contraceptifs, de soins prénatals, et de santé sexuelle et de la reproduction. Nous avons déjà beaucoup investi dans la santé maternelle et infantile. En fait, nous croyons que 37 p. 100 de toutes nos ressources y sont consacrées. Je crois qu'il s'agit là d'un point très important, alors que le Canada et les autres pays du G8 examinent comment faire davantage de progrès dans ces dossiers très importants.

Le Canada a toujours été un fervent partisan du Fonds mondial. Le vice-président actuel du conseil d'administration est le Dr Loevinsohn, de l'ACDI. Le Canada est le huitième donateur en importance du Fonds mondial. Il fournit actuellement 150 millions de dollars par année.

Nous sommes actuellement en période de reconstitution des ressources. Cela signifie que tous les trois ans, les donateurs tiennent des réunions de reconstitution. La prochaine aura lieu à New York, le 5 octobre prochain, sous la présidence du secrétaire général Ban Ki-moon.

Nous avons demandé aux donateurs d'examiner trois scénarios qui nécessitent une augmentation significative des contributions, de l'ordre de 13 milliards de dollars, de 17 milliards de dollars ou de 20 milliards de dollars. C'est ce que les donateurs examinent actuellement. Cela signifie que des hausses sont nécessaires. Je dirais que nos principaux donateurs devraient augmenter leur contribution de 50 p. 100 si nous voulons maintenir notre élan et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons vraiment une chance et une occasion cette année, mais cela exigerait une hausse significative de la part de nos principaux partenaires, dont le Canada.

Il y a de bonnes nouvelles de la part de certains donateurs. Le Japon vient d'accroître de 27 p. 100 sa contribution pour cette année, et celle des États-Unis a régulièrement augmenté de 30 p. 100 ces dernières années. Tout cela est positif, mais nous devons maintenir notre élan.

Je voulais vous montrer une courte vidéo de certains des principaux donateurs du Fonds mondial. Ils ont aidé à créer le fonds mondial et le soutiennent toujours. Je serais heureux que nous puissions écouter quelques intervenants clés.

• (1120)

Le président: Nous allons avoir besoin d'un peu plus de temps, M. Benn. Malgré tous ces téléviseurs qui nous entourent, nous n'avons pas encore trouvé le magnétoscope. C'est notre première réunion ici.

Nous pourrions regarder la vidéo à la fin, en guise de conclusion.

M. Christoph Benn: Parfait.

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Combien de Canadiens faut-il pour mettre en marche un magnétoscope?

Le président: Ils doivent d'abord le trouver, Paul. Nous constaterons alors que nous avons un DVD et notre problème ne sera pas réglé, bien au contraire.

M. Christoph Benn: Je sais que la technologie ne cesse de nous décevoir; je ne suis donc pas trop surpris.

Je vais conclure ma présentation et nous pourrions passer à la période des questions. Je serai heureux de visionner la vidéo à la fin.

Il s'agit bien entendu d'une année extrêmement importante, pas seulement pour le fonds mondial mais aussi pour le développement et la santé en général. Il y aura cette année le sommet sur les objectifs du Millénaire, en septembre, alors que tous les chefs d'État se rassembleront pour examiner les progrès réalisés ces dix dernières années, ainsi que les sommets du G8 et du G20, dont le Canada sera l'hôte.

C'est absolument essentiel. Je crois que nous traversons une période de transition. Nous nous fions de plus en plus sur la contribution des économies émergentes, celles des pays du G20. Nous discutons avec les représentants de ces pays afin qu'ils deviennent des donateurs ou qu'ils augmentent leur contribution au Fonds mondial. Mais nous fondons surtout de grands espoirs dans le rôle de leadership du Canada cette année. Vous avez une responsabilité particulière à titre de pays hôte du G8 et du G20. Nous avons le plein appui du secrétaire général Ban Ki-moon, qui suit ces dossiers de très près et qui est très intéressé par la santé.

Je crois qu'il ne faudrait pas rater cette occasion. Nous avons réalisé d'énormes progrès, qu'il faut maintenir dans le futur. C'est pourquoi il est si important pour moi d'être ici avec vous aujourd'hui pour discuter de ce que nous pouvons faire de plus pour atteindre les objectifs ambitieux, mais très importants, que nous avons établis.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, M. Benn. Nous allons passer directement aux questions. Comme je l'ai dit, si nous parvenons à trouver le lecteur de DVD, nous conclurons ainsi.

Je vais commencer avec MM. Patry et Pearson.

Allez-y, M. Pearson.

M. Glen Pearson (London-Centre-Nord, Lib.): Merci beaucoup d'être ici aujourd'hui. Je crois que nous souhaitons tous féliciter le Fonds mondial. En ce qui me concerne, je tiens à vous féliciter, pas autant pour votre succès mais pour ce que vous avez réussi à accomplir sur le terrain. Nous sommes nombreux à avoir voulu ce genre de développement au fil des ans, et je vous remercie pour vos efforts en ce sens.

Je tiens aussi à vous féliciter pour la présence de M. Robinson. Il est un représentant extraordinaire pour nous tous, un réel porte-parole. Nous sommes heureux de le revoir.

J'ai une question et je sais que votre vaste expérience vous permettra de fournir une bonne réponse. Je crois que vous avez déjà fourni une réponse partielle. Comme le Canada assure la présidence du G8 cette année, je me demandais ce qui, selon vous, constituerait une somme suffisante pour le Canada au sujet de l'initiative sur la santé maternelle et infantile. Je crois que vous venez de répondre. Je crois que vous espérez une hausse de 50 p. 100 de la participation des principaux donateurs. Je me demande si vous pourriez nous fournir des détails supplémentaires, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, afin que nous puissions mieux saisir les choses.

Mon observation est-elle exacte?

M. Christoph Benn: Absolument. Le Canada a un rôle particulier cette année. Nous demandons à tous nos principaux donateurs d'augmenter leur contribution d'environ 50 p. 100, mais je dirais que le Canada a une responsabilité particulière. C'est magnifique que certains pays du G8, comme le Japon et les États-Unis, aient déjà réagi. L'Union européenne traverse actuellement une crise majeure au sujet de l'euro, mais certains pays membres sont malgré tout de fidèles partisans et nous espérons qu'ils augmenteront eux aussi leur contribution. Le Canada aurait toutefois un rôle de chef de file à jouer.

La contribution canadienne au Fonds mondial nous aide à maintenir et à étendre tous les programmes de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, mais comme la santé maternelle et infantile occupe une place si importante dans le programme de ce sommet, je crois qu'il est très important que le Canada considère le Fonds mondial comme un investissement majeur réalisé par le G8 et l'ONU. Comme je l'ai indiqué, nous avons déjà beaucoup investi dans la santé maternelle et infantile. Plutôt que d'essayer de songer à un mécanisme ou à une voie différent, je crois qu'il serait sage de considérer le Fonds mondial comme la voie possible pour cette initiative, et je sais que d'autres donateurs verraient cela de la même façon.

Il était question de nous hier, dans l'éditorial du *Globe and Mail*. Je l'ai lu dans l'avion en venant ici. J'ai été ravi, comme vous vous en doutez, mais je crois que cela est sensé: pourquoi créer autre chose alors qu'il existe déjà un mécanisme—le Fonds mondial—qui, selon la plupart des donateurs, est à la fois efficace et efficient?

Nous avons un petit secrétariat et je peux vous assurer qu'il y a peu de frais indirects. Tout l'argent donné par le Canada va aux programmes, sur le terrain. Comme nous n'avons pas de bureaux dans les pays, nos frais de fonctionnement sont presque entièrement couverts par les intérêts des contributions. C'est un modèle efficace qui permettrait de régler les grands défis qu'il reste à relever en matière de mortalité maternelle et infantile.

• (1125)

M. Glen Pearson: Merveilleux. Merci, monsieur.

Le président: M. Patry, c'est à votre tour.

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Merci beaucoup.

Je suis vraiment heureux de vous voir ici. Je me souviens qu'en 2005 Svend Robinson était membre de ce comité. C'est merveilleux.

Il est très intéressant de constater les progrès réalisés par le Fonds mondial. Vous avez parlé de 104 millions de moustiquaires et de six millions de personnes traitées pour la tuberculose, et aussi de traitements contre le sida. Vous avez dit vouloir maintenir le cap et parlé de trois scénarios.

Toute votre présentation de ce matin tourne autour des traitements. Qu'en est-il de la prévention? Il est évidemment possible de prévenir le paludisme—il suffit de penser aux moustiquaires—, mais qu'en est-il de la prévention du sida et de la tuberculose?

M. Christoph Benn: C'est très important. L'investissement du Fonds mondial vise autant la prévention que le traitement.

En passant, ce n'est pas le secrétariat du Fonds mondial, mais les pays, qui prennent la décision à ce chapitre. Les pays qui présentent une demande conçoivent leurs programmes. Nous ne faisons que les financer. Nous n'avons donc aucune influence sur l'utilisation de l'argent, mais il semble qu'au final les sommes demandées par les différents pays sont destinées presque à parts égales à la prévention et aux traitements.

J'ai parlé de traitement parce c'est souvent plus intéressant et facile d'en parler, mais d'importantes sommes sont consacrées à la prévention du sida sous forme de distribution de condoms et d'information, de tests et de cliniques de consultation. Je pourrais également vous fournir de nombreux chiffres à ce sujet. Il y a eu plus de 100 millions de séances de dépistage et de consultation. Ils constituent des préalables au traitement, mais ils sont aussi importants en matière de prévention car ils permettent aux gens d'en apprendre plus sur l'infection afin qu'ils puissent modifier leurs habitudes.

Je peux vous assurer que les investissements destinés à la prévention sont aussi importants que ceux destinés aux traitements.

M. Bernard Patry: Ces mesures de prévention vous permettent-elles de constater une baisse du nombre de personnes atteintes du sida ou de la tuberculose?

M. Christoph Benn: Oui. Nous constatons une baisse de la prévalence du sida dans les pays d'Afrique les plus touchés. Cette baisse n'est pas aussi importante que celle concernant le paludisme, bien entendu. On ne peut obtenir un tel résultat en aussi peu de temps. Comme je l'ai dit au sujet du paludisme, nous parvenons à une réduction de l'ordre de 50 p. 100, mais en ce qui concerne le sida, les baisses sont maintenant de l'ordre de 5 à 10 p. 100, ce qui est très bien, car nous constatons une inversion de la tendance à la hausse des infections.

Il en va de même pour la tuberculose. Les taux d'infection diminuent dans la plupart des pays, mais je me dois de mentionner qu'il reste à régler deux ou trois choses au sujet de la tuberculose. Tout d'abord, il existe une souche qui offre une résistance multiple aux médicaments. Cette souche nous cause des problèmes dans certains pays. Elle est extrêmement coûteuse à traiter, mais elle est aussi extrêmement dangereuse. On la retrouve non seulement en Afrique ou en Asie, mais aussi en Europe et au Canada. La tuberculose résistante aux médicaments et l'une des principales menaces pour la santé publique de la planète.

Il y a aussi la co-infection du VIH et de la tuberculose. Dans des pays où la majorité des habitants souffrent d'une co-infection, il est plus difficile de contrôler les deux types d'infection. En ce qui concerne la tuberculose, oui, il y a généralement des progrès, mais ce sont deux fronts au sujet desquels nous devons redoubler d'efforts.

Le président: Merci beaucoup, M. Patry.

Passons maintenant à Mme Lalonde, ou est-ce...

[Français]

Mme Johanne Deschamps (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le président, je vais partager mon temps de parole avec Mme Lalonde.

Vous nous avez fait part de grands progrès dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH. Si on consulte le résumé que j'ai en main des réalisations du fonds mondial, on réalise que vous contribuez directement aux objectifs du millénaire pour le développement 4, 5, 6 et 8. Vous avez parlé de progrès et aussi de l'importance de l'augmentation des fonds, à la hauteur de 50 p. 100. Si je comprends bien, tous les efforts actuels sont interreliés et visent à réduire aussi la mortalité maternelle et infantile. C'est vraiment nécessaire que tout soit coordonné de façon efficace sur le terrain.

Quelle est votre stratégie et de quelle façon évaluez-vous les besoins de chacun des pays?

•(1130)

[Traduction]

M. Christoph Benn: Vous avez entièrement raison. Tous les objectifs du Millénaire pour le développement sont interreliés, et je suis heureux que vous ayez mentionné l'objectif n° 8, car il s'agit d'un partenariat efficace pour le développement. Nous n'aurions pu obtenir les résultats au sujet des objectifs n°s 4, 5 et 6, soit la mortalité infantile, la santé maternelle et la lutte aux maladies, sans avoir créé une sorte de partenariat avec les pays. Dans tous les pays où nous investissons, nous exigeons la création d'une table ronde, que nous appelons l'instance de coordination nationale, autour de laquelle les gouvernements, la société civile et le secteur privé doivent se réunir pour discuter des besoins du pays, définir les priorités et soumettre leurs propositions.

Cela ne va pas sans poser des défis dans des pays où il n'existe peut-être pas de tradition de processus démocratique, mais cette méthode a obligé des pays à développer ce genre de partenariat, qui s'est grandement amélioré avec le temps. On ne peut combattre ces maladies ou atteindre d'autres objectifs de développement sans la participation de la société civile et du secteur privé. Les gouvernements actuels ne peuvent obtenir ces résultats seuls.

Je crois donc que le modèle du Fonds mondial offre des leçons intéressantes qui vont au-delà de ces maladies et qui influencent les objectifs du Millénaire à un autre degré. Il est certain que nous pourrions appliquer ce modèle dans le futur.

[Français]

Mme Francine Lalonde (La Pointe-de-l'Île, BQ): Merci.

Je vous souhaite la bienvenue, ainsi qu'à M. Robinson, que j'ai le grand plaisir de revoir.

Vous avez dit que vous voulez profiter du G8 pour améliorer les résultats. Pouvez-vous nous donner plus de détails, s'il vous plaît?

[Traduction]

M. Christoph Benn: Le Fonds mondial a deux origines. La première est l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU à l'époque, M. Kofi Annan, que j'espère que vous verrez dans la vidéo à la fin, était un ardent partisan du Fonds. Il y a aussi toujours eu le G8.

Cela a commencé avec le sommet du G8 au Canada en 2000. Par la suite, le Fonds mondial, la lutte contre les maladies et les progrès visant les objectifs du Millénaire pour le développement ont toujours fait partie du programme des sommets du G8 subséquents. Nous sommes confiants qu'il en sera de même au prochain sommet du G8 ici, au Canada.

Il y a deux différences. D'abord, nous sommes manifestement en pleine crise économique, ce qui est nouveau. Il était beaucoup plus facile d'obtenir d'importantes hausses de l'aide publique au développement ou du financement en 2005 ou en 2007. C'est plus difficile en 2010. C'est pourquoi le Canada doit relever le défi supplémentaire qui consiste à trouver un moyen de maintenir cet engagement en pleine crise. Je crois que la solution passe uniquement par ces résultats. Malgré la crise, nous ne pourrions obtenir la confiance des donateurs que si nous leurs disons que nous utilisons leur argent de façon responsable et transparente et que nous obtenons des résultats.

L'autre différence en 2010 est, comme je l'ai dit plus tôt, ce glissement vers les pays du G20. Nous constatons la première transition majeure des seuls pays du G8 vers l'inclusion de pays comme la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et le Brésil.

Cela représente aussi une occasion pour nous. Fait intéressant, presque tous ces pays ont déjà bénéficié du financement du Fonds mondial à un certain moment. Soudainement, des joueurs importants comme la Chine, la Russie, le Brésil et le Mexique peuvent parler de leur propre expérience. Ils peuvent dire « Nous connaissons le Fonds mondial, nous en avons profité. » Nous espérons que cela va jouer en notre faveur et que le Canada sera capable de gérer cette transition afin d'obtenir davantage d'appuis. Nous voulons une participation financière de la part de ces pays maintenant. Leur situation leur permet d'assumer davantage de responsabilités. Nous discutons déjà avec tous ces pays, mais l'appui du Canada, qui assurera la présidence du sommet, serait grandement apprécié.

Voilà pourquoi j'ai dit que cette année est très importante pour nous.

[Français]

Mme Francine Lalonde: Avez-vous eu des signes positifs en provenance de pays qui recevaient de l'aide et qui veulent se transformer en donateurs d'aide?

•(1135)

[Traduction]

M. Christoph Benn: Oui, notamment de la part de la Russie et de la Chine. Ces deux pays ont déjà fait la transition, mais nous voudrions qu'ils s'engagent encore plus avant. Nous aimerions également que d'autres pays, comme l'Inde et le Brésil, pour ne nommer que ceux-là, se joignent à la discussion, car il ne faut pas oublier qu'on parle ici d'une responsabilité commune. C'est le monde vers lequel nous nous dirigeons.

[Français]

Mme Francine Lalonde: Quand vous travaillez dans les pays, vous fournissez les fonds, mais vous travaillez avec les pays et les ONG. Y a-t-il des groupes qui sont principalement liés à vous?

[Traduction]

M. Christoph Benn: Oui. Près de la moitié de nos ressources est directement allouée aux gouvernements, alors que l'autre moitié est remise au secteur non gouvernemental. Je dois cependant insister sur le fait que c'est à chaque pays de décider de la manière dont les ressources seront distribuées. Ce n'est pas nous qui décidons de loin et qui choisissons un ONG par ici et un autre par là. Beaucoup d'ONG sont actifs sur le terrain et peuvent très souvent se charger aussi de la mise en œuvre: ils ont des cliniques et peuvent compter sur des réseaux d'approvisionnement et de distribution, ce qui leur permet de prendre une part active au processus. Nous les soutenons donc directement et nous voulons qu'ils participent au processus décisionnel.

En passant, les ONG siègent aussi au conseil d'administration du Fonds mondial et ils y prennent des décisions. C'est le premier processus décisionnel véritablement participatif. Je vous disais que nous avons distribué 19,3 milliards de dollars jusqu'à maintenant. Eh bien la manière dont cet argent est distribué est déterminée par un conseil d'administration au sein duquel les pouvoirs participatifs et décisionnels sont répartis également entre les donateurs et les bénéficiaires, entre les gouvernements et les ONG. C'est plutôt particulier, comme dynamique, mais je crois que c'est une bonne chose qu'au XXI^e siècle, les décisions soient prises de façon équitable. Jusqu'à maintenant, les résultats sont excellents, et pas seulement du point de vue des bénéficiaires, car je crois que les donateurs aussi vous diraient que la discussion n'en est que plus riche et que le processus décisionnel n'en est que renforcé.

[Français]

Mme Francine Lalonde: Avez-vous eu de mauvaises expériences, avez-vous été victime d'abus, de corruption? Votre marque de commerce est la confiance: on peut avoir l'assurance que l'argent ira là où il doit aller. Comment faites-vous?

[Traduction]

M. Christoph Benn: C'est on ne peut plus vrai. C'est absolument essentiel que nous puissions prouver que nous obtenons des résultats et que l'argent qui nous est confié est utilisé judicieusement. C'est pour cette raison que nous avons adopté la méthode dite du « financement fondé sur le rendement »: chaque bénéficiaire signe un contrat avec le Fonds mondial, dans lequel sont énoncés les objectifs à atteindre et les indicateurs connexes. Ces derniers sont évalués par des vérificateurs, et ce sont eux qui déterminent le financement qui sera accordé.

Vous me demandiez si nous avons eu de mauvaises expériences. La réponse est oui, bien sûr, et je peux en parler librement parce que le processus est transparent. Rien de ce que je vais vous dire à propos de quelque pays que ce soit n'est secret.

Il y a quelque pays où nous avons eu connaissance de corruption. Deux options s'offrent alors à nous: nous pouvons interrompre temporairement le versement des fonds, ou nous pouvons l'interrompre pendant une période déterminée et demander aux pays concernés de revoir de fond en comble leurs méthodes. C'est ce qui est arrivé, d'abord en Ukraine, puis en Ouganda, en Mauritanie, et encore dernièrement aux Philippines. J'insiste sur le fait que ce ne sont jamais les pays eux-mêmes qui sont visés, mais bien quelques fonctionnaires corrompus qui détournent l'argent qu'ils reçoivent. Nous exigeons alors qu'ils soient remplacés et que des mesures soient prises, et si nous constatons que les programmes sont restructurés, nous reprenons avec plaisir le versement des fonds.

Tout est sur notre site Web. Nous avons un vérificateur général, qui se rend dans chacun des pays en compagnie de ses vérificateurs. Tous les rapports sont aussi sur notre site Web. En agissant de la sorte, nous envoyons également un message dissuasif aux autres pays en leur faisant savoir que nous surveillons ce qui se passe.

Le président: Merci beaucoup.

Je crois que nous pouvons maintenant passer au DVD. Écoutons-le donc. Nous reviendrons ensuite avec les deux dernières séries de questions.

• _____ (Pause) _____

•

• (1140)

[Présentation vidéo]

• (1145)

Le président: Poursuivons avec les questions.

À vous la parole, monsieur Abbott.

L'hon. Jim Abbott (Kootenay—Columbia, PCC): Je vous remercie. Je vous signale que je vais partager mon temps de parole avec M. Goldring.

Content de vous revoir, Svend.

Heureux de faire votre connaissance, monsieur.

Je suis obligé de faire de la politique partisane un instant, mais je vous promets d'être bref. En fait, c'est toujours difficile pour un gouvernement de faire tomber les mythes, mais c'est particulièrement difficile pour les gouvernements minoritaires. Je songe entre autres

au mythe selon lequel notre gouvernement aurait coupé de moitié l'aide aux pays africains, alors que, dans les faits, il l'a doublée. J'aimerais donc avoir votre opinion à dire à ce sujet.

Prenons quelques instants pour étudier les chiffres de nos prédécesseurs, ce qui nous permettra d'avoir une meilleure idée de tout le bien qu'ils ont fait. À l'époque, 300 millions de dollars étaient consacrés à l'aide étrangère. Aujourd'hui, c'est 640 millions. En fait, le total véritable s'élève à près de 1 milliard. Je m'en veux de vous prendre ainsi de court, mais c'est quand même un système politique. J'aimerais que vous nous disiez ce que vous pensez de l'engagement et de la contribution du gouvernement à l'égard de votre organisme.

M. Christoph Benn: Les chiffres que vous citez sont exacts. Cumulativement, les contributions totales du Canada s'élevaient à près de 1 milliard de dollars canadiens. Au cours de la dernière période triennale de reconstitution des ressources, le Canada a donné 450 millions, ce qui, comme je le disais, en fait le huitième contributeur en importance au Fonds mondial. Je qualifierais en fait la contribution du Canada de « généreuse ». Je considère que le Canada est une très bonne source de soutien.

Heureusement, le Fonds mondial peut compter sur l'appui d'un assez grand nombre de pays. J'ai parlé du G8. Les États-Unis arrivent au premier rang des donateurs, et de loin, suivis de la France et de l'Allemagne. Viennent l'Espagne, au quatrième rang, puis le Japon. Nous pouvons compter sur un fort appui de la communauté internationale, dont le Canada.

Reste maintenant à savoir si nous réussirons cette année à galvaniser ces appuis, car tous les pays que je viens de mentionner sont aux prises avec des problèmes budgétaires. Nous savons donc qu'un certain nombre d'entre eux devront prendre des décisions difficiles. Quoi qu'il en soit, nous demandons simplement au Canada — comme nous le demanderons aux autres pays — de déterminer le plus objectivement possible si l'outil qu'il a créé donne des résultats et si ça vaut la peine de continuer à y consacrer de l'argent.

On pourrait très bien se faire dire: « Voilà, nous sommes en crise; votre organisme continuera donc d'exister, mais nous ne pouvons pas lui donner plus d'argent. » Les résultats dont je viens de faire état risqueraient cependant de s'en ressentir, parce que le traitement que nous demandons aux gens de suivre est un traitement à vie. Nous sommes déterminés à éradiquer le paludisme, mais il nous faudra plus de ressources. C'est sûr et certain que nous applaudissons l'engagement du Canada, mais, dans un sens, nous l'exhortons aussi à en venir — et pas seulement lui, mais tous les autres pays — à la conclusion suivante: « C'est vrai: voici un organisme que nous avons réussi à créer ensemble; nous devons mieux le soutenir si nous voulons qu'il atteigne les objectifs que nous lui avons fixés. »

L'hon. Jim Abbott: Je vous remercie de ces très justes commentaires.

Je crois que M. Goldring a lui aussi une question ou un commentaire.

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC): Merci d'être venus témoigner aujourd'hui. J'ai beaucoup aimé la vidéo qu'on a pu voir tout à l'heure. Je crois qu'elle complétait à merveille vos remarques préliminaires.

J'aurais un bref commentaire à faire, que je destine à Svend.

Nous nous sommes rencontrés à l'OSCE il y a à peu près deux ans de cela, et j'avais alors été impressionné de vous entendre plaider votre cause. J'aimerais en fait parler des 56 pays qui sont représentés à l'OSCE et des 300 députés qui y siègent. Je suis à peu près certain que vous avez pris le temps de tous les rencontrer, car il s'agit d'une tribune importante où faire connaître un organisme comme le vôtre.

Il ne fait aucun doute que chaque pays, chaque personne a la responsabilité de faire tout ce qu'il peut pour aider son prochain. J'écoutais ce que disait mon collègue à propos des 20 milliards. Comme vous le disiez-vous même, le Canada a fourni 1 milliard sur les 20 en question, ce qui dépasse de beaucoup la moyenne par rapport à la population des autres pays donateurs. J'aimerais également souligner qu'à l'époque où nous nous sommes joints au groupe, le dollar canadien valait quelque chose comme 80 ¢ américains. Il est maintenant à parité, ce qui constitue un autre avantage.

Selon moi, le fait que le premier ministre canadien organise ces deux sommets — celui du G8 et celui du G20 — et qu'il mette l'accent sur la santé maternelle et infantile, en plus de ce que nous faisons déjà, augure plutôt bien pour l'avenir.

En ce qui concerne les commentaires que vous faites dans la vidéo, je crois qu'il faut absolument souligner que le soutien apporté va au-delà des besoins humains et que, parce que les gens sont en meilleure santé, c'est toute l'entreprise et l'initiative humaines qui en sortent grandies. Avez-vous des statistiques à ce sujet? Avez-vous des commentaires sur la manière dont tout ceci permet d'améliorer la vie des gens?

• (1150)

M. Christoph Benn: Vous voulez dire économiquement parlant?

M. Peter Goldring: Oui.

M. Christoph Benn: Les chiffres sont là. À lui seul, le paludisme coûte 12 milliards de dollars par année au continent africain. C'est beaucoup. En fait, ce montant ne comprend pas seulement les coûts directs que représente le traitement de la maladie, mais englobe également les coûts associés à l'absentéisme. Il arrive souvent qu'en Afrique, une personne ne puisse pas travailler, prendre soin de sa famille ni vaquer à ses occupations parce qu'elle est atteinte du paludisme. C'est prouvé.

C'est aussi vrai pour la tuberculose, et encore plus pour le sida, car ce dernier s'attaque directement aux gens en âge de travailler. Ses effets sur l'économie de nombreux pays sont dévastateurs, surtout dans le Sud du continent. Nous avons beaucoup de données qui prouvent que, même si les investissements requis sont élevés, les résultats sont encore plus élevés. Disons que, pour contrôler le paludisme et réduire le taux d'infection de moitié, il faudrait investir 1 milliard de dollars par année. Je vous disais à l'instant que cette maladie coûte actuellement 12 milliards. Le retour sur investissement est donc plus qu'avantageux.

Vous avez raison. Il arrive parfois que la discussion doive déborder du seul cadre humanitaire pour englober l'aspect économique. C'est pourquoi il faut se rendre compte qu'économiquement parlant, il s'agit d'un investissement plein de bon sens qui permettra de venir en aide aux pays en développement. Le *Globe and Mail* consacrait toute son édition d'hier à l'Afrique, à l'avenir de l'Afrique et au potentiel économique de l'Afrique. L'économie a crû ces dernières années en Afrique, et que je crois que la santé de la population y est pour quelque chose. C'est l'une des clés du développement économique dans ces pays.

M. Peter Goldring: Qu'en est-il de l'information? Les gens peuvent-ils apprendre à mieux prendre soin d'eux et à éviter certaines choses? Y a-t-il certains éléments culturels que l'information pourrait aider à mieux comprendre?

M. Christoph Benn: Bien sûr. Toutes les interventions comptent un volet « information », même les moustiquaires. Nous diffusons, par exemple, des messages radiophoniques dans lesquels nous expliquons aux gens la nature de la protection que ces moustiquaires leur apporte afin qu'ils comprennent qu'ils doivent s'en protéger pour dormir. C'est très important de comprendre. Il va sans dire que le raisonnement vaut aussi pour le VIH-sida et l'éducation sexuelle, le marketing social des condoms, la santé des mères, etc. Nous ne faisons pas qu'offrir des services aux gens; nous leur expliquons pourquoi ils devraient s'en prévaloir. Cet élément fait toujours partie du financement accordé aux programmes.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant revenir à M. Dewar. Vous avez sept minutes.

M. Paul Dewar: Merci, monsieur le président, et merci également à nos invités.

J'aimerais commencer par dire que vous arrivez à point nommé, et je ne parle pas seulement du G8 et du G20; mais aussi de l'éditorial dans le *Globe and Mail*, qui a été orchestré de main de maître. Tous les politiciens rêvent de savoir comment vous vous y êtes pris. La chance est toujours la plus précieuse des alliées.

J'ai envie de faire le parallèle avec le monde médical. En fait, je vous dirais que le Canada a été infecté par un virus politique qui en a inquiété plus d'un, et j'espère que vous nous apportez aujourd'hui le remède. La plupart des Canadiens, comme ceux qui œuvrent dans le domaine du développement, et c'est encore plus vrai à l'aube du G8 et du G20 et vu l'accent qui est mis sur la santé maternelle et infantile et sur la réduction de la pauvreté, voudraient bien qu'on commence à parler des solutions. Le virus qui nous a infectés est politique, mais j'espère sincèrement qu'avec les données que vous nous avez présentées aujourd'hui, la vidéo que nous avons visionnée et les voix qui se sont élevées un peu partout, comme dans le *Globe and Mail*, nous aideront à nous en débarrasser.

Voilà où je veux en venir: vous nous avez démontré clairement que votre fonds était un succès sur toute la ligne. Vous nous avez également dit que trois options s'offraient à nous si vous voulions poursuivre sur notre lancée. Si on tient compte du rôle prépondérant que joue le Canada au sein du G8 et de son excellent bilan à titre de pays donateur, trois options s'offrent maintenant à nous. Je ne vous cacherai pas que je préfère nettement la troisième.

Car si on regarde l'argent que vous demandez au Canada, est-ce que je me trompe en disant que la troisième option nous permettrait d'atteindre l'augmentation de 50 p. 100 souhaitée? Si le Canada, de concert avec les autres donateurs, réussissait à convaincre les autres donateurs, est-ce que nous réussirions à augmenter de moitié l'argent que nous donnons actuellement? Est-ce que la troisième option nous permettrait d'atteindre 20 milliards de dollars?

M. Christoph Benn: Non, nous n'en serions alors qu'à la deuxième option. Pour atteindre la troisième, il faudrait doubler la contribution de tous les donateurs, car pour l'actuelle période de reconstitution des ressources, les contributions s'élevaient à 10 milliards de dollars, et il en faudrait 20 milliards pour arriver à la troisième.

Nous visons 17 milliards de dollars pour la prochaine période, mais rassurez-vous: je ne suis pas en train de demander au Canada ni à aucun des grands donateurs d'augmenter sa contribution de 70 p. 100. Je lui demande seulement de l'augmenter de 50 p. 100, car nous nous attendons également à ce que d'autres pays commencent à contribuer, comme la Chine, l'Arabie saoudite et la Russie, comme je le disais tout à l'heure. Ils doivent en assumer une plus grande partie. Je demande cependant au Canada, ainsi qu'aux autres donateurs du G8, d'augmenter sa contribution de 50 p. 100.

• (1155)

M. Paul Dewar: La question de la transmission du VIH-sida de la mère à l'enfant a été soulevée à la Chambre, et j'espère que le gouvernement n'hésitera pas à agir. Je sais que c'est un sujet qui en inquiète beaucoup, mais je sais qu'il y a aussi de l'espoir. C'est un peu comme le paludisme, nous pouvons en venir à bout si nous y mettons les ressources.

Pouvez-vous nous dire ce que nous devons faire pour éradiquer la transmission du VIH-sida de la mère à l'enfant?

M. Christoph Benn: Dans les faits, si une femme devient porteuse du VIH, qu'elle tombe enceinte et qu'elle mène sa grossesse à terme, s'il n'y a pas de traitement disponible, ni de prévention, les probabilités que le bébé soit infecté lui aussi sont de 30 à 40 p. 100. Par contre, si nous lui donnons les bons médicaments, c'est-à-dire les mêmes qui servent pour le traitement, et que nous lui donnons les moyens de ne pas allaiter, nous pouvons réduire ces risques à 2 p. 100.

C'est ce qui arrive dans bien des endroits du monde, et nous avons constaté que les choses progressaient rapidement. Grâce au soutien du Fonds mondial, nous avons réussi à prévenir la transmission de la mère à l'enfant en traitant jusqu'à aujourd'hui environ 800 000 femmes un peu partout sur la planète. Mme Bruni-Sarkozy est l'ambassadrice spéciale du Fonds mondial en la matière. C'est notre ambassadrice mondiale, et elle se promène sur tous les continents pour faire valoir notre cause, et je dois dire qu'elle nous a énormément aidés à obtenir l'attention des différents responsables politiques. En fait, nous sommes convaincus que c'est grâce à ces interventions que nous réussirons à carrément éradiquer les transmissions de cette nature. Bref, en 2015, plus aucun bébé sur la planète ne devrait naître avec le VIH. C'est l'objectif.

M. Paul Dewar: Vous avez besoin de plus de ressources, évidemment.

M. Christoph Benn: Nous avons besoin de plus de ressources, oui, comme l'expliquent les scénarios que je vous ai présentés. Nous pourrions alors faire plus que ce que nous faisons présentement. Nous sommes ravis d'avoir pu traiter 800 000 femmes, mais il nous faudrait en traiter deux fois plus pour répondre aux besoins de toutes les femmes.

En passant, je ne parle pas seulement des traitements, car les femmes doivent d'abord venir nous consulter et faire les tests d'usage. C'est la première étape. Les tests et la consultation d'abord, et les médicaments ensuite, si les tests sont positifs.

M. Paul Dewar: Je me rappelle que, lorsque la question a été posée à la Chambre, le gouvernement ne s'est pas opposé au volet « tests » du processus. Je veux seulement mettre mon grain de sel, car ils ont peut-être compris que l'un ne va pas sans l'autre et que c'est bien beau, les tests, mais sans soutien, c'est difficile de dire si on a obtenu le succès escompté.

Le coût des médicaments méritent qu'on en parle. Je me demande si vous pourriez nous dire où le Fonds mondial se procure les

médicaments dont il a besoin pour sauver des vies, c'est-à-dire les antirétroviraux.

M. Christoph Benn: Il y a dix ans, c'est-à-dire avant la création du Fonds mondial, ces médicaments coûtaient 10 000 \$ par patient par année. Ils nous coûtent maintenant 150 \$ par patient par année. C'est énorme, comme diminution. Nous nous procurons plus de 90 p. 100 de nos médicaments auprès de fabricants de produits génériques, principalement en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil. Ces fabricants nous les vendent à un coût minimal, à peine plus élevé que le coût de production. En fait, si les coûts ont sans cesse diminué au fil des ans, je crois qu'ils ont probablement atteint le point où ils équivalent peu ou prou à ce qu'il en coûte aux fabricants pour produire ces médicaments. Plus de 90 p. 100 de nos stocks proviennent de fabricants de produits génériques situés dans les pays émergents.

M. Paul Dewar: Le gros des achats se fait donc en Inde, c'est ça?

M. Christoph Benn: Oui, en Inde surtout, mais aussi dans les autres pays émergents.

M. Paul Dewar: C'est intéressant. C'est d'ailleurs un débat qui a eu lieu chez nous, au Parlement; nous cherchions alors à déterminer si le Canada ne pourrait pas en faire un peu plus. Certains ont fait remarquer que le Fonds mondial a pu obtenir des prix de gros et que l'Inde dispose du meilleur marché pour ça, mais c'est un débat qui doit se faire entre nous.

En terminant, je voudrais m'attarder un instant sur le fonctionnement du Fonds mondial. J'ai remarqué dans l'article du *Globe and Mail* et dans vos rapports que vous réussissez à concilier admirablement les résultats, la reddition de comptes ainsi que les échanges avec les gouvernements, la société civile et les autres intervenants. À ce que je sache, le Fonds mondial ne dicte jamais la manière dont les services sont fournis. Est-ce que je me trompe?

M. Christoph Benn: Non, c'est exact. Nous ne dictons jamais les termes des ententes, mais nous en mesurons les résultats. Comme je le disais, c'est un peu comme un contrat. Nous concluons un contrat de partenariat qui confie la responsabilité générale du projet au pays, mais qui l'oblige également à rendre compte des résultats. C'est le contrat. Et si les deux parties honorent leurs engagements respectifs, nous fournissons l'argent et ils fournissent les services.

• (1200)

M. Paul Dewar: Je vous remercie. Comme je le disais en commençant, si nous avons encore du mal à faire progresser le dossier de la santé maternelle et infantile ou les OMD, que nous évaluerons en septembre, je crois que vous nous avez fourni aujourd'hui un excellent exemple de ce que nous pouvons faire, pourvu que l'argent soit au rendez-vous. Nous pourrions certainement passer par-dessus ce que je considère être une légère distraction.

Je vous remercie de vous être déplacés et de nous avoir consacré une partie de votre temps.

Le président: Merci, M. Dewar.

Nous allons permettre à M. Lunney de poser une brève question, puis nous concluons avec le mot de la fin.

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC): J'aimerais revenir sur la question du paludisme. Je vous félicite pour les succès qu'a connus votre programme dans un grand nombre de secteurs. J'ai cru comprendre, en vous écoutant, que le nombre de décès causés par le paludisme avait diminué de moitié dans la plupart des pays où vous êtes actifs. Je ne suis cependant pas certain de vous avoir bien compris: avez-vous dit que vous aviez distribué 104 ou 140 millions de moustiquaires?

Une voix: C'était 104 millions.

M. James Lunney: C'est ça, 104 millions.

J'aimerais vous poser une question à propos du contrôle des moustiques. Ce ne sont pas tous les genres de moustiques qui sont porteurs de la maladie. Quelles autres mesures prend-on, à part les moustiquaires, pour contrôler les moustiques?

M. Christoph Benn: Il existe trois types d'interventions permettant de lutter contre le paludisme. Il y a d'abord les moustiquaires. Vient ensuite le traitement, lors duquel on élimine les parasites du sang des patients. On vaporise enfin de l'insecticide à l'intérieur des maisons, ce qui vise encore une fois à tuer les moustiques. Vous avez toutefois raison de dire qu'une seule espèce de moustique, l'anophèle, transmet le paludisme. C'est donc la combinaison de ces trois types d'interventions qui permet de réduire le taux de mortalité.

C'est ce qui est arrivé à plusieurs endroits, comme au Zanzibar, où le taux de transmission du paludisme n'a pas chuté de 50 p. 100, mais bien de 90 p. 100. Si les trois types d'intervention sont combinés dans un secteur défini, les résultats sont excellents.

En passant, je tiens seulement à souligner que d'autres moustiques sont nuisibles, et qu'on peut aussi les tuer grâce aux interventions dont je parlais à l'instant. On ne parle plus du paludisme, évidemment, mais il faut savoir que le moustique *Aedes aegypti*, par exemple, peut transmettre la fièvre jaune, la dengue ou la, pour ne nommer que celles-là. Il y a donc d'autres effets secondaires positifs, puisqu'on tue plusieurs types de moustiques d'un seul coup. Bref, on réussit souvent à produire un effet boeuf grâce à des interventions relativement simples et facilement réalisables.

Je vous remercie.

Le président: Avant de vous laisser une dernière fois la parole, messieurs, j'ai cru comprendre que vous aviez fait ajouter les sous-titres français à votre présentation pour la rencontre d'aujourd'hui. Merci infiniment. Nous vous sommes extrêmement reconnaissants d'avoir tenu compte des deux langues officielles du pays.

Un dernier mot avant la suspension des travaux?

M. Christoph Benn: Merci encore de nous avoir écoutés et merci pour la très belle discussion que nous avons eue.

J'aurais une demande spéciale à vous faire, si vous permettez. Ce matin, nous avons rencontré le président du Comité des finances, et là aussi, nous avons eu une très bonne discussion. Nous avons cru comprendre que le Comité des finances avait pris une résolution à la fin de l'année dernière afin de demander au gouvernement d'augmenter le soutien que le Canada accordait au Fonds mondial. Il va sans dire que, si votre comité joignait sa voix à celle du Comité des finances, ça enverrait un message extraordinaire. C'est toujours très important d'obtenir le soutien de plusieurs partis, mais c'est encore mieux quand nous obtenons le soutien unanime des gens à qui nous parlons, comme ce fut le cas au Comité des finances, sauf erreur de ma part. Vous nous aideriez terriblement, sans compter que vous enverriez un signal très important, surtout cette année, pour les raisons que je vous expliquais tout à l'heure.

Merci encore de l'intérêt que vous nous avez manifesté, de vos excellentes questions et du soutien qu'accorde le Canada au Fonds mondial.

Le président: Très bien. Et merci à vous pour l'excellent travail que vous faites en première ligne.

Je vais suspendre les travaux cinq minutes, le temps qu'on installe l'équipement pour la prochaine vidéoconférence et la prochaine séance.

Sur ce, merci encore à nos invités.

Merci.

• _____ (Pause) _____

•

• (1225)

[Français]

La vice-présidente (Mme Francine Lalonde): On a des nouvelles du témoin. Le témoin vient d'envoyer un courriel. Elle n'avait pas eu la bonne adresse. Par conséquent, il n'y aura pas de vidéoconférence. C'est la compagnie à Londres qui s'est trompée, ce qui veut dire que nous ne paierons pas.

Cela met donc un terme à la réunion la plus longue que j'ai présidée.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and
Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the
following address: <http://www.parl.gc.ca>